

Recherche

Les PMA d'Afrique vont rester sous-développés pendant longtemps

Le professeur Robert Kappel, chercheur au Département d'Etudes Africaines de l'Université de Leipzig, établit un sombre pronostic de l'avenir économique de l'Afrique. L'étude que nous publions montre à quel point le sous-développement les pays les moins avancés (PMA) d'Afrique a des risques de durer. L'auteur a le mérite de répondre clairement à la question : pourquoi l'Afrique n'a-t-elle pu connaître, jusqu'à présent, ni croissance ni développement ?

La pauvreté est largement répandue dans les PMA. Dans ces "pays les moins avancés", le PIB/habitant est inférieur à \$ 785, ce qui concerne, en Afrique subsaharienne, 37 pays sur 48. De nombreux PMA africains ont pu, à plusieurs reprises, connaître une croissance ponctuelle du produit intérieur brut (PIB), mais sans que cette croissance soit durable et qu'aucun processus de rattrapage ne s'enclenche. On entend par "rattrapage" le fait que l'importation de capitaux en provenance de pays où l'emploi est riche en capital, et où la productivité du travail est élevée, permette à des pays à faible productivité du travail d'augmenter celle-ci, et par conséquent de connaître des taux de croissance du PIB plus élevés.

1. Croissance et développement dans les PMA

On observe des disparités importantes au sein même du groupe des PMA. Il faudrait

distinguer les pays les plus pauvres, parmi lesquels on compte l'Éthiopie, le Mozambique et le Tchad, ainsi que ceux déchirés par les guerres civiles (Liberia, Sierra Leone, Rwanda, Congo et Angola).

Beaucoup de PMA sont des pays continentaux et nombre d'entre eux connaissent une densité de population très faible (29 pays sur 48 ont population inférieure à 10 millions d'habitants), d'où une faible demande intérieure. Si l'on prend en compte le PIB réel, la plupart ont tout juste le potentiel économique d'une grande ville allemande. Il n'y a au total, en Afrique subsaharienne, que 5 pays "avancés" : les Seychelles (\$ 6450), le Gabon (\$ 4170) l'île Maurice (\$ 3700), le Botswana (\$ 3600) et l'Afrique du Sud (\$ 2880).

Les PMA africains, si l'on prend les indicateurs du développement humain (IDH), tels que la santé, l'éducation et l'espérance de vie, ont connu quelques résultats posi-

tifs : espérance de vie plus longue, mortalité infantile en baisse et alphabétisation en progrès. Il faut cependant souligner dans cette performance deux aspects déterminants :

1. Si l'on compare l'Afrique avec les autres régions du monde, l'amélioration de performance africaine reste très modeste.

2. La pauvreté continue de progresser : en 1998, environ 290 millions de personnes vivaient avec moins de 1 \$ par jour (c'est-à-dire environ 46% de la population africaine) ; 475 millions de personnes devaient vivre avec moins de 2 \$ par jour (= 75% de la population africaine). Même si le PIB progressait de plus de 3%, cela ne suffirait pas à réduire le nombre de pauvres.

a. Taux de croissance du PIB et du PIB/habitant

Alors que la plupart des économistes s'accordent pour dire que l'Afrique se caractérisait, depuis le milieu des années 1970 jusqu'au début des années 1990, par la stagnation et le déclin, les avis divergent sur les processus de croissance que connaît l'Afrique depuis le milieu des années 1990. De nombreux économistes pensent que le continent serait sur la bonne voie, tels ceux de la Banque mondiale, du FMI et de l'OCDE, qui tentent de montrer que l'Afrique réalise une meilleure croissance qu'auparavant. Les programmes d'ajustement structurels, selon leurs analyses, auraient contribué au retour d'une dynamique de croissance en Afrique et à l'introduction d'un processus de rattrapage.

Taux de croissance du PIB réel/hab. 1970-1998, en %

Pays	Croissance moyenne du PIB/habitant en %	Pays	Croissance moyenne du PIB/habitant en %
Angola	-1,9	Rwanda	-1,3
Burkina Faso	-0,5	Sao-Tomé-et-Principe	-0,4
Burundi	-0,3	Sénégal	-0,4
Rép. centrafricaine	-0,3	Sierra Leone	-2,5
Comores	-0,2	Somalie	-0,9
Rép. Dém. du Congo	-4,3	Togo	-1,1
Côte d'Ivoire	0	Zambie	-2,2
Éthiopie	-0,1	Djibouti	-4,3
Ghana	-0,6	Namibie	-0,6
Guinée Bissau	-0,1	Afrique du Sud	-0,1
Liberia	-2,0	Cap Vert	0,5
Madagascar	-2,0	Swaziland	1,4
Mali	-0,5	Ile Maurice	4,6
Niger	-0,9	Botswana	7,3

Non gras = PMA, gras = PRI, italique/gras/grisé : PRI, vers la convergence

Source : FMI

Si les taux de croissance moyens du PIB sont effectivement positifs pour la période 1994-1998, 20 pays sur 45 connaissent une croissance inférieure à 1%. La croissance n'a de sens que pour une poignée de pays : Ile Maurice, Botswana, Ouganda et Guinée équatoriale. Sur le long terme, on ne peut guère être optimiste : tous les PMA sans exception enregistrent une croissance négative pour la période 1970-1998 (tableau 2).

Le calcul est simple : les PMA devraient enregistrer pendant 50 ans une croissance moyenne du PIB supérieure à 7% (à supposer également que la transition démographique se fasse au bout de 35 ans) pour que le PIB/habitant africain moyen actuel passe de 500 \$ à 3900 \$. Il serait parfaitement irréaliste d'envisager que plus de 10% des PMA puissent atteindre cette croissance.

b. Taux d'investissement

Les taux d'investissement constituent un indicateur particulièrement important du caractère durable de la croissance. Le niveau des investissements nationaux nets que connaissent les PMA se situe en dessous de celui de la majorité des autres continents. La part du PIB consacrée aux investissements bruts était de 27% au milieu des années 1970, elle est tombée à 17% environ pendant les années 1990. De même, de 1971 à 1998 l'épargne brute globale est tombée de 19% à 15% à peine.

c. Qualité des ressources humaines

L'insuffisance des ressources humaines ainsi que la perte d'experts constituent un handicap majeur pour le développement de l'Afrique. L'espérance de vie dans les pays tropicaux est plus basse qu'ailleurs, les maladies tropicales (malaria) rendent les conditions sanitaires précaires, le Sida accentue chaque jour ses ravages sur la population active. Plus encore, le développement de la formation reste inférieur à celui d'autres régions du monde. Les conditions de scolarisation dans l'enseignement primaire et secondaire sont déplorables.

Notre constat est abrupt : le manque très important d'ingénieurs formés et d'employés spécialisés, ainsi que la faiblesse des compétences technologiques disponibles, rendent improbable le décollage des PMA. Dans beaucoup d'entre eux, la productivité du travail a même chuté. Le capital investi par emploi est très faible. Au cours des 25 dernières années, la productivité globale des facteurs de production (PGFP) s'est dépréciée. Les faibles productivités du travail et la faible PGFP suffisent à affirmer encore aujourd'hui

que l'Afrique est l'une des régions du monde où la production est la moins rentable, bien que les coûts salariaux y soient faibles.

Si l'on y ajoute le coût élevé de ses moyens de communication et de ses transports, on comprend que l'Afrique n'a joué jusqu'à présent aucun rôle dans le système de production mondial. Les prévisions de croissance pour les décennies à venir, en tenant compte de ces facteurs, ne peuvent être que pessimistes.

Les PMA africains restent aujourd'hui encore en marge de toute dynamique technologique et l'absence de système moderne de communication et d'infrastructures matérielles physiques rend quasiment impossible toute politique d'intégration volontariste dans le marché mondial. Une comparaison entre l'Afrique du Sud et les autres pays africains démontre l'ampleur du retard : pour atteindre le niveau d'équipement en téléphones que connaît l'Afrique du Sud, il faudrait que 50% du PIB africain soit investi dans ce secteur. On pourrait citer des exemples semblables pour le développement du réseau routier, la construction de ports et d'aéroports, l'équipement en électricité, etc.

Les coûts élevés de transport et de communication qui en découlent ont contribué à créer, dans de nombreuses régions du continent, des marchés protégés qui satisfont la demande locale sans avoir à affronter aucune concurrence.

d. Chocs exogènes

Parmi les facteurs exogènes essentiels, il faut compter les chocs dus aux variations des termes de l'échange. Les chocs liés aux termes de l'échange sont particulièrement sensibles en Afrique. Si certains pays connaissent, même temporairement, une appréciation importante des termes de l'échange, comme par exemple certains pays exportateurs de pétrole (Nigéria, Guinée équatoriale, Angola, Cameroun), cette appréciation reste un facteur de déstabilisation. Il faut évoquer notamment l'inflation, la hausse des taux de consommation intérieure, l'utilisation toujours plus inefficace des prélèvements publics, l'orientation vers une économie de rente, les espérances mises dans la poursuite des taxations des exportations ; tout cela entretient un système d'exportation composé uniquement de matières premières brutes, ("dutch disease").

Les mesures prises par les Etats pour amortir ces chocs extérieurs n'existent qu'à l'état embryonnaire. Les politiques économiques

nationales n'ont connu, pendant la période qui nous intéresse, pratiquement aucun succès en ce qui concerne la restructuration des économies et la baisse de la volatilité de capitaux. Les élites gouvernementales comptent en outre sur les revenus procurés par les rentes qu'elles prélèvent sur le commerce extérieur ; étant donné que les investissements directs et les investissements de portefeuille se font attendre, alors même que les banques de crédit restent inaccessibles, ces mêmes élites mettent leur confiance dans l'aide au développement.

2. Conséquences politico-économiques : la stabilité au niveau faible

Les programmes d'adaptation des structures (PAS) ont conduit, dans beaucoup de PMA, à une certaine stabilité. Cela s'observe à la chute des taux d'inflation (61% des pays connaissent désormais un taux d'inflation inférieur à 10%), à la réduction des écarts fiscaux à moins de 10% du ratio déficit budgétaire/PIB, à la poursuite de la libéralisation des marchés, à l'ouverture du commerce extérieur, à la suppression des Marketing Boards et à la libéralisation des cours du change, de sorte que, dans la plupart des pays, il n'existe plus de cours de change parallèles.

En revanche, la crise de l'endettement des PMA n'est pas résolue. La plupart des PMA sont des pays PPTE (pays pauvres fortement endettés).

Les succès relatifs mentionnés supra sont dus avant tout aux PAS. Les PAS ont été nécessaires : ils ont permis à des économies, dont la majorité était jusqu'alors fermées, de s'ouvrir ; ils ont contribué à rétablir l'équilibre de la balance des paiements, ils ont réduit les déséquilibres budgétaires et donné aux pays l'impulsion nécessaire pour s'orienter vers l'exportation ; ils ont libéralisé les marchés intérieurs.

Mais l'Afrique, malgré l'amélioration de ses résultats économiques, est tombée dans le piège d'une stabilité au niveau faible (SNF) (1). Les mesures prises conformément aux principes connus sous le nom de Consensus de Washington n'ont pu aucunement, jusqu'à présent, aider à la hausse des taux d'investissement, à l'accumulation du capital et à la croissance, parce qu'elles se sont concentrées avant tout sur des variables facilement modifiables (comme le taux de change, la politique fiscale et la politique monétaire), au lieu de se donner comme mission première de développer les ressources humaines et les infrastruc-

tures et de modifier la structure du commerce extérieur. Résultat : on ne constate aucune croissance de la productivité, on n'enregistre pratiquement aucun succès en matière d'industrialisation, et seuls quelques pays producteurs de matières premières attirent des capitaux étrangers. La pauvreté, surtout, ne se trouve pas réduite.

3. Expliquer la faible croissance en Afrique

a. Handicaps historiques et géographiques

Selon certains, en raison d'un passé colonial qui a conduit d'une part à une orientation de l'économie vers l'exportation de matières premières minérales et de produits agricoles, et d'autre part à la mise en place d'élites qui ont cherché à suivre le modèle des colons, l'Afrique doit avant tout porter la charge de l'héritage post-colonial. L'héritage colonial a contribué à instaurer une structure duale et à empêcher toute croissance économique durable.

Il faut aussi, selon Bloom et Sachs (2), considérer les données naturelles comme des facteurs importants. Pour les deux auteurs, la crise africaine trouve sa source dans les conditions géographiques particulièrement défavorables qui caractérisent le continent. 93% de la surface du continent africain se trouve sous l'influence des tropiques : les conditions climatiques difficiles (par exemple très forte ou très faible densité des pluies) sont à l'origine de la faiblesse de la productivité agricole.

Hall et Jones (3), qui s'opposent à cette conception des choses, montrent dans leurs analyses que les effets des conditions climatiques sur la productivité sont négligeables. Les recherches de Gundlach et Matus-Velasco (4) montrent également que d'autres facteurs jouent un rôle plus important (par exemple le morcellement ethnique ; voir infra). Mais la thèse selon laquelle la poursuite d'une libéralisation des marchés et, par conséquent, une intégration renforcée de l'Afrique dans le marché mondial ainsi qu'un afflux de capitaux étrangers pourraient aider l'Afrique à surmonter ses handicaps géographiques, ne parvient pas à être convaincante. Les coûts de transports ainsi que la nature des sols et les handicaps qui en découlent continuent de jouer un rôle important.

b. Morcellement ethnique

Parmi les arguments souvent présentés comme particulièrement importants, le

morcellement ethnique serait en Afrique particulièrement marqué. Selon cette analyse, le nombre important de groupes ethniques significativement plus élevé que dans les autres régions du monde expliquerait le niveau particulièrement bas des taux de croissance africains (5). Le morcellement ethnique serait à l'origine de 35% des pertes de croissance.

c. L'Etat africain

L'Etat africain est, selon certaines visions politologiques, un Etat intrinsèquement néopatrimonial, où prédominent des logiques d'appropriation des rentes (6). Il n'existe pas d'Etat qui serait rationnel au sens que Max Weber donne à ce mot. Quelques auteurs qualifient également l'Etat africain d'Etat hybride, dans lequel se mêleraient d'un côté certains éléments caractéristiques d'un Etat moderne, et de l'autre des pratiques traditionnelles d'exercice du pouvoir. Le système économique africain serait étranger à la logique de marché, dominé par un large éventail d'économies informelles de survie.

Mais si l'Etat africain est en crise, ce n'est pas seulement à cause d'une logique interne fondée sur l'économie de rente et le clientélisme, ou en raison de guerres ; la crise naît aussi des dysfonctionnements des institutions étatiques qu'entraînent la constitution de structures parallèles dans le cadre de l'aide au développement et du renforcement du secteur privé. La brèche salariale qui s'est créée entre le secteur public et l'économie privée a conduit à détourner les experts soit vers le secteur privé, soit vers des organisations d'exécution de la coopération et les organisations non gouvernementales (ONG). L'une des différences principales entre le Botswana et l'Ile Maurice d'une part, deux PRI qui connaissent des succès, et les PMA africains d'autre part, réside dans le fait que, dans le développement de ces deux pays, les institutions étatiques ont, au cours des dernières années, joué un rôle significatif de promoteurs du développement. Une étude de Goldsmith (7) démontre clairement qu'une administration étatique efficace est nécessaire pour assurer une croissance élevée. Or ce n'est le cas dans presque aucun PMA.

4. Les explications théoriques de la faible croissance en Afrique

Nous voudrions proposer à présent quelques explications théoriques plausibles de la faible croissance dans les pays africains.

a. Théorie de la croissance

La croissance dépend, selon le modèle Harrod-Domar, des taux d'investissement et (de façon marginale) de la productivité du capital. La croissance peut être accélérée par des taux d'investissement élevés associés à la grande efficacité des investissements de capitaux. Les taux d'investissement africains sont généralement bas. Selon le modèle de Solow, au contraire, la croissance est le résultat du progrès technique et de la croissance démographique (8). Des taux d'investissement supérieurs à 15% ne sont constatés qu'exceptionnellement, dans quelques pays seulement. Surtout, l'investissement de capitaux est souvent inefficace, conséquence, entre autres, de l'inefficacité des institutions.

Les analyses de Langhammer (9), qui tentent de prendre en compte le secteur des rentes en mesurant la faible productivité du capital dans le secteur productif d'Afrique, montrent que ce sont précisément les pays pauvres en capitaux qui se révèlent être les moins économes de leurs capitaux.

b. Théorie de la croissance endogène

Alors que le fonctionnement du modèle de croissance néoclassique se fonde sur l'hypothèse d'une baisse des rendements marginaux du capital et du progrès technique importé, baisse qui empêche toute croissance à long terme, la théorie de la croissance endogène repose, elle, sur des externalités technologiques et sur une croissance imparfaite. Il s'ensuit que, par le biais d'investissements en capital et en travail, on peut introduire une externalité intra-industrielle et inter-industrielle qui conduise à des effets de synergie sur l'ensemble de l'économie. Dans le cas d'une concurrence imparfaite, les firmes sont en permanence incitées à introduire de nouvelles gammes de produits, voire de nouvelles qualités de produits. Les investissements permettent au moins, à défaut de les réduire, de rendre stables les rendements marginaux. La croissance dépend ainsi de la complémentarité entre capitaux physiques et humains. La formation initiale et continue, les dépenses pour la Recherche et le Développement (R&D) et les innovations élargissent la base de la création de richesse.

En Afrique, la complémentarité entre investissements en capital humain et dépenses de R&D dans les secteurs de l'économie privée n'existe pas ; cela s'explique en particulier par le nombre toujours aussi élevé d'entreprises d'Etat, mais aussi par une politique de privatisation dont l'efficacité

laisse à désirer, par la réticence éprouvée à promouvoir le secteur privé, ainsi que par un désintérêt complet pour la promotion de l'innovation et de la recherche dans les entreprises et les institutions étatiques. Dans beaucoup de pays africains, l'appropriation d'un savoir technique importé grâce à un transfert de savoir-faire est souvent rendue impossible.

c. Entreprises, secteur informel et croissance - Secteur informel et accumulation du capital

Des chefs d'entreprise innovateurs, pour peu qu'ils se trouvent dans un contexte d'innovation, peuvent être des moteurs de croissance. Cela suppose un système national d'innovation qui relie la science, l'économie, le système de formation initiale et continue (proposée par les entreprises ou par des organismes de sous-traitance) ainsi que la promotion de la recherche par l'Etat. C'est ce modèle qui a permis aux nouveaux pays industrialisés (NPI) de connaître le processus de rattrapage économique qui a été le leur. L'insuffisance des systèmes nationaux d'investissement en Afrique et la réorientation des chefs d'entreprises innovateurs vers des domaines liés au détournement des rentes ont eu comme conséquence, dans les secteurs productifs, le retrait d'importantes ressources.

Autre phénomène, l'Afrique se trouve, depuis son indépendance, dans un processus de transformation socio-économique qui se caractérise par une urbanisation en très forte hausse et par la croissance du secteur informel. L'espace rural connaît une forte déprise agricole, la productivité est faible et les chances de survie en milieu rural sont à maints égards extrêmement faibles. Et bien que les villes aient été privilégiées (grâce aux infrastructures matérielles, à un accès plus facile à l'eau potable, aux soins médicaux et à l'école), les populations urbaines sont, elles aussi, pauvres.

La majorité des populations se trouvent contraintes d'opter pour des stratégies mixtes afin d'assurer leur survie. Les formes que prend ce phénomène sont variées, mais elles mettent toutes en évidence l'exclusion de ces populations de l'économie moderne. Les réseaux familiaux, les clans, les groupes ethniques et les réseaux religieux jouent un rôle essentiel lorsqu'il s'agit de surmonter des problèmes liés à la survie.

Dans un contexte où le secteur informel est l'économie dominante, on peut distinguer schématiquement trois domaines :

1. Le secteur moderne (SM) : il se caractérise par une forte intensité de rendement des capitaux. Les conditions de travail y sont régulées et les prix fixés par le gouvernement. Celui-ci joue un grand rôle dans la protection du secteur moderne et exerce actuellement le monopole de la régulation. De nombreuses entreprises du SM ne sont pas rentables et l'utilisation des capacités est faible. Les PAS ont favorisé la restructuration du SM. De nombreuses entreprises d'Etat ont été privatisées.

2. Le secteur de survie (secteur de subsistance, SS) : il absorbe le surplus de main-d'oeuvre. La productivité est très faible. Il n'y a pas d'accumulation du capital. La plupart des gens tentent d'assurer leur survie en adoptant des stratégies à risques.

3. Le secteur informel (SI) : le fonctionnement des facteurs de production montre des procédés de production où l'intensité du travail est plus importante que l'intensité du capital. Les PME emploient le plus souvent des membres de la famille ou des salariés mal payés. Le SI se différencie entre autres par la libéralisation et la dérégulation des marchés. Un petit secteur moderne (SI moderne) commence à se former dans le domaine manufacturier et dans le secteur des services. Certaines PME font preuve d'innovation ; elles utilisent les technologies modernes et elles satisfont la demande croissante des agglomérations urbaines. Parce qu'elles ont une bonne connaissance de la réalité locale et que leur production est peu coûteuse, elles peuvent également concurrencer les exportations étrangères. Les PME productives couvrent une part croissante du marché, mais moins de 5% des PME sont en mesure de continuer à se développer (10).

Les entreprises non productives du SI continuent à constituer un secteur de transition vers le secteur de subsistance. Les résultats nécessaires à la croissance du SI proviennent d'une part de la migration de la population rurale vers les villes, d'autre part de la croissance démographique urbaine. Les jeunes qui ont terminé leur scolarité ne trouvent pas d'emploi dans le SM et sont par conséquent obligés de s'insérer dans le SI pour survivre. Le passage du SI vers le SS est souple, de même qu'entre SI et SI moderne. SI moderne, SI et SS se développent surtout dans les agglomérations.

Il faut considérer comme une forme nouvelle du développement économique ce qu'on appelle les "clusters" industriels (structures en nids d'abeilles ou réseaux industriels locaux). Les réseaux forment un environnement favorable au développe-

ment de l'innovation et de la capacité concurrentielle des PME. Les études menées sur la formation des réseaux mettent en évidence que le succès d'une industrie n'est pas assuré seulement par la productivité de chaque entreprise, mais bien par l'interaction d'un nombre important d'entreprises qui sont reliées entre elles horizontalement et verticalement. Les conditions et les originalités spécifiques d'une région, comme par exemple les réseaux intrarégionaux et les diverses formes de coopération, tout comme les traditions historiques, économiques et culturelles ainsi que les niveaux de qualification sont déterminants pour le développement régional de la croissance et de l'emploi. Les succès de tels développements industriels sont liés à un milieu particulier de coopération et d'innovation. Ils augmentent l'efficacité collective.

La faiblesse que connaît jusqu'à présent le taux d'urbanisation en Afrique, la taille limitée des marchés intérieurs de la demande et la structure périurbaine n'ont jusqu'ici donné d'élan à aucun développement économique particulier. Pourtant, il semble que des potentialités se forment dans les villes.

Si l'émergence de réseaux constitue une preuve de cette nouvelle dynamique, cela ne veut pas dire pour autant que les réseaux constituent la voie royale pour le développement des entreprises : les réseaux africains font montre jusqu'ici de nombreuses faiblesses, et ce n'est que dans quelques pays que certains réseaux ont pu être couronnés de succès (11).

Les plus gros problèmes que connaissent les PMA sont les suivants : carences des institutions, développement insuffisant de l'économie, droits de propriété incertains, manque de compétences techniques, faible niveau d'acquisition de savoir technologique et faiblesse des effets exogènes en raison d'une faible demande du marché. La faiblesse de l'intégration verticale dans le secteur formel ainsi que celle de l'intégration horizontale sont également des facteurs limitant le développement. Les PME des réseaux sont en outre la plupart du temps des entreprises familiales qui doivent répondre aux besoins de leur propre clientèle familiale et n'arrivent pas, par conséquent, à franchir le seuil de l'accumulation du capital.

A côté des activités économiques informelles, il existe une part importante de marchés illégaux qui connaît depuis quelque temps une forte croissance (contrebande, vol, prostitution, trafic d'armes, trafic de voitures, trafic de drogue

et d'alcool, détournement de fonds publics à usage privé). De nombreux hommes politiques et fonctionnaires, en Afrique, sont partie prenante de ces activités (12).

d. Les théories spatiales

Lors des deux dernières décennies, le processus d'urbanisation a connu de nouvelles tendances, que l'on observe en particulier en Afrique australe et occidentale. Cette urbanisation se fait en dehors de toute planification rationnelle ; elle n'est le plus souvent liée à aucune nouvelle infrastructure. On peut, malgré tout, y trouver les germes d'une nouvelle dynamique économique. Selon les découvertes les plus récentes en analyse spatiale (13), ces concentrations spatiales, ainsi que la diminution des coûts de transport et les possibilités d'économies d'échelle, contribuent au développement d'une métropole économique dynamique et à l'émergence de noyaux industriels.

Peut-on reconnaître les prémices d'un tel processus dans les PMA africains ? Il semble bien, malheureusement, que non. L'impulsion devrait venir de la croissance de la demande qui accompagne l'urbanisation. Bien que cette demande provienne en grande part des revenus des pauvres (auxquels il faut ajouter ceux d'une classe moyenne qui croît lentement), elle représente une croissance potentielle pour les PME locales, qui augmentent leur production de biens de consommation mais aussi de biens d'équipement. Or dans presque tous les PMA africains, le processus d'urbanisation est marqué par des déséquilibres, une répartition inégale des revenus, de violents conflits sociaux qui empêchent le phénomène de se développer.

e. Théorie d'une croissance exogène

Lors des trente dernières années, les structures du commerce extérieur et de la production n'ont pas connu de transformation significative. En Afrique, les exportations sont toujours composées essentiellement de matières premières ; il faudrait viser à tirer profit de la grande valeur de ces ressources naturelles pour en réduire les effets négatifs. Le Botswana l'a montré : les recettes provenant des matières premières furent utilisées pour modifier les structures économiques, empêchant le pays de tomber dans le "syndrome hollandais". La mise en place d'une économie de rente a ainsi pu être évitée : grâce à la libéralisation les entreprises locales et étrangères investirent dans l'industrie et dans le secteur des services. Les potentialités technologiques se

trouvèrent alors étendues et les compétences technologiques maîtrisées ; l'importation de capitaux ainsi que de nouvelles technologies contribua au succès économique.

Le dilemme des PMA est le suivant : si l'on renforce les investissements dans le capital humain, alors même que la demande en techniciens qualifiés, en ingénieurs, en experts et en diplômés de gestion d'entreprises diminue, on aboutit à un excès de l'offre. La formation de la population active coûte cher, surtout lorsque la main-d'œuvre qualifiée quitte le pays (fuite des cerveaux).

Pour éviter cela, l'Afrique doit s'efforcer de compléter les nécessaires réformes macroéconomiques par des investissements dans la formation et dans l'infrastructure, par d'actives interventions dans la politique de croissance et par des mesures de nature microéconomique, cela afin d'améliorer l'environnement économique offert aux entreprises (surtout aux PME). Dans d'autres secteurs, où l'on produit avant tout des biens nécessitant du savoir-faire, des entreprises étrangères peuvent, par le biais de leurs investissements, accroître la demande en main-d'œuvre qualifiée.

f. Répartition des revenus

Le rôle que les théories de l'économie du développement assignent à la répartition des revenus dans le développement économique a été souvent controversé. Certains théoriciens du développement soutenaient que l'inégalité pouvait contribuer à augmenter la croissance (les riches investissant davantage que les pauvres). Lipton insiste au contraire sur le fait que l'explosion urbaine revient en fait à un transfert du surplus des productions agricoles des espaces ruraux vers les espaces urbains ; ce à quoi il ajoute que les capacités productives des pauvres à la campagne ne sont plus utilisées de façon rentable (14).

La thèse de l'explosion urbaine de Lipton a été maintes fois contredite, car, en raison du processus d'ajustement structurels, le rapport des prix aurait évolué en faveur des agriculteurs, et la population rurale en aurait par conséquent aussi profité. La chute relative des revenus en ville et la hausse des revenus à la campagne auraient plutôt atténué les inégalités en Afrique. De nouvelles études confirment à présent que des inégalités (trop) importantes sont plutôt préjudiciables à la croissance (15), tandis que de faibles inégalités ont tendance à favoriser la croissance ; on met du moins des limites à l'efficacité de la politique de

redistribution. Dans les pays très pauvres en effet, même un système d'impôt très progressif incite peu les catégories de population à faible revenus à investir. Dans le cas où les bénéficiaires de hauts revenus sont empêchés d'investir, la capacité de croissance de la société se trouve même réduite.

Deininger et Squire (16) ont fait des analyses comparées des inégalités en Afrique et, ce faisant, ont avant tout mis l'accent sur l'inégalité, au départ, de la répartition spatiale des richesses ; ce sont ces disparités spatiales qui auraient des effets négatifs sur la croissance. En revanche, d'après les deux auteurs, le lien de cause à effet entre disparités des revenus et croissance économique ne serait pas aussi marqué. Les conséquences des disparités spatiales des richesses ne se retrouvent pas seulement dans la disparité des régions, mais se poursuivent aussi sur les marchés financiers. L'accès au crédit dépend de la propriété foncière (et l'on pourrait ajouter, dans le cas du secteur des PME, de l'absence de propriété foncière), à laquelle on recourt comme gage de sécurité. Les investissements dans le capital physique et humain sont donc rendus plus difficiles. En outre, étant donné la corrélation négative (et cela est significatif) entre l'inégale distribution spatiale et le niveau de formation, les effets d'exclusion du marché du crédit sont particulièrement marqués.

Les conséquences de ce modèle sont les suivantes : 1. Il est nécessaire de modifier la répartition des revenus qui rend possible l'accès au marché des capitaux et encourage parallèlement les investissements et la croissance économique. 2. Les mesures de redistribution ne doivent pas freiner la capacité d'investissement.

5. Conclusion

L'Afrique se différencie de plus en plus des autres continents. Collier et Gunning (17) ont regroupé les différents pays en quatre groupes.

- Le premier groupe de pays, constitué de pays politiquement instables, voire touchés par les guerres, a fortement réduit la croissance africaine globale. La croissance de la productivité du travail a été durant les vingt dernières années d'à peine 0,8%.

- Un deuxième groupe a certes atteint la stabilité politique mais n'a pas encore amélioré de façon satisfaisante ses structures macroéconomiques. Dans ce groupe, la productivité du travail croît actuellement de 2,7%.

- Le troisième groupe comprend des pays dont la politique d'allocation des ressources (cours du change, secteur financier, marché des facteurs de production et des produits, entreprises semi-publiques, dépenses publiques) s'est améliorée. Ces pays enregistrent une croissance de la productivité du travail de 4,2%.

- Les autres pays sont ceux qui remplissent tous les critères et dont la croissance se situe à 4,7%. Ce dernier groupe comprend, au moment de l'enquête, les PMA suivants : Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal et Ouganda.

Les auteurs de cette enquête concluent en disant que la faible croissance en Afrique doit être imputée aux insuffisances de la politique macroéconomique. Si les PMA avaient suivi la politique économique de l'Ile Maurice et du Botswana et avaient adopté une gestion des risques semblable, leur croissance aurait été de loin plus importante.

Mes propres recherches proposent une répartition en cinq catégories, reposant sur la prise en compte du taux de croissance du PIB, du PIB/habitant, du taux d'investissement, de la productivité, de l'indice de développement humain et de la répartition des revenus.

A. Economies africaines émergentes. En nombre très réduit, elles se trouvent en situation de rattrapage économique. Seuls deux pays insulaires (Ile Maurice et Seychelles) appartiennent à cette catégorie en 2000.

B. Pays à réforme potentielle : ce groupe comprend le Botswana, la Namibie, l'Afrique du Sud, le Lesotho, le Gabon, le Cap Vert, le Ghana et la Guinée équatoriale. A condition de poursuivre les réformes économiques en cours, ce groupe de pays peut tout à fait réaliser une croissance plus élevée du PIB et augmenter ses exportations. Au delà d'une certaine durée, il faudra un taux de croissance de 6-8% pour pouvoir sortir de la spirale de la pauvreté, de la croissance démographique élevée et des faibles investissements. Cela est surtout difficile pour les pays dont l'économie repose essentiellement sur la vente de matières premières, car il faut y prendre des mesures politico-économiques anti-"syndrome hollandais".

C. Pays à faibles revenus chroniques et à faibles chances de développement (PFCD) : ce groupe (environ un quart de tous les Etats africains) se caractérise par la stagnation. Les indicateurs de croissance sont tous faibles. Parmi les PFCD,

on compte également l'Ouganda, dont les effets de la croissance sont réduits à néant par l'engagement militaire au Congo ainsi que par des tensions internes (18).

D. Pays à faibles revenus chroniques à chances de développement à long terme inexistantes (PCDI) : plus d'un quart de l'ensemble des Etats appartient à ce groupe. La plupart d'entre eux vont rester prisonniers du piège de la croissance. Ils se trouvent dans un cercle vicieux de pauvreté et de conflit. Même si l'on fait la supposition irréaliste que les taux de croissance moyens progressent de 3% sur une période de 50 ans, cela suffirait à peine à réduire la pauvreté.

E. Pays où les perspectives (actuelles) sont nulles (PPN) : ce groupe comprend également environ un quart de l'ensemble des Etats. Il s'agit entre autres de la Sierra Leone, de l'Angola, du Liberia, du Burundi.

Les pays des groupes C, D et E (un peu plus de 4 pays africains sur 5) sont tous des PMA, à l'exception du Swaziland. Il seront à peine en mesure d'amorcer un processus de rattrapage, bien que, dans beaucoup d'Etats, de nouvelles orientations aient été mises en place grâce à des programmes de stabilisation.

Ces difficultés reflètent les problèmes fondamentaux suivants :

1. Ces pays sont le plus souvent caractérisés par la "persistance du dysfonctionnement institutionnel" (19). Les résultats empiriques montrent combien la transformation socio-économique et la mise en place d'institutions sociales n'ont jusqu'à présent pas été durables. On observe presque partout la persistance de logiques rentières et néopatrimoniales. La stabilité politique, l'assurance des droits de propriété et le fonctionnement d'institutions qui soient orientées vers le développement constituent les conditions nécessaires à tout développement. Si ces conditions font défaut, aucune croissance durable ne sera possible.

2. Les faibles niveaux d'accumulation du capital seront accompagnés de la faible croissance de la productivité générale des facteurs de production.

3. Le faible niveau de développement des ressources humaines est un facteur handicapant, car il réduit les chances de développement des PMA. Pour assurer croissance et développement, l'Afrique doit s'appliquer à renforcer ses efforts pour améliorer la qualité de la formation tech-

nique et de la recherche, ainsi que de la formation professionnelle.

4. La hausse dramatique du taux d'urbanisation que connaissent presque tous les PMA se caractérise par le développement du secteur informel urbain et du secteur agraire péri-urbain. Ces deux secteurs font également montre de productivités très faibles. L'accumulation du capital est très faible. Au niveau microéconomique, c'est le secteur informel qui continue de prédominer. Le développement croissant de la transformation socio-économique et de l'urbanisation porte en germe les conditions d'une modernisation et d'une plus grande capacité de concurrence, mais le décollage ne se fait pas de façon automatique. Là se trouve le danger que le manque de stabilité macroéconomique et la persistance d'une économie de rente ne renforcent les dysfonctionnements du secteur informel. L'économie informelle, les activités économiques illégales et les économies de temps de guerre se renforcent les unes les autres et, dans de nombreux Etats, gangrènent entièrement la vie économique. La stabilité politique et économique ainsi que l'orientation de l'Etat vers le développement peuvent toutefois permettre de développer les potentialités présentes dans les agglomérations urbaines et de mettre en route une dynamique de croissance endogène.

5. Le manque de diversification est une caractéristique essentielle des PMA, bien que certains pays produisent depuis peu une petite gamme de produits finis et parviennent même à les exporter (20).

6. La faible contribution de la productivité globale des facteurs de production (PGFP) à la croissance économique correspond aussi à un faible taux d'investissement et d'épargne. Les taux d'épargne intérieure sont dans de nombreux PMA plus élevés que les taux d'épargne nationale. Cela signifie que l'endettement est élevé et que les intérêts et les taux d'amortissement jouent un grand rôle. Nombreux sont les PMA qui versent une grande part des revenus de leurs facteurs de production à leurs créanciers étrangers. Il s'ensuit que les investissements ne peuvent pas être financés par les épargnes nationales. La performance des investissements est par conséquent fortement conditionnée par des importations de capital, qui proviennent essentiellement de l'aide au développement. Dans de nombreux PMA, des entreprises d'Etat ont connu des pertes structurelles et causé de ce fait les déficits budgétaires, qui ont été comblés à leur tour par les épargnes internes. Qui en ont privé les investisseurs privés.

7. Nombreux sont les PMA qui font confiance à l'aide au développement, car les investissements directs, les investissements de portefeuille et les crédits bancaires constituent des exceptions. Des emprunts non remboursables, qui affluent de différentes manières vers les élites néopatrimoniales sous la forme de revenus de rentes, sont souvent placés de façon peu rentable et créent des institutions parallèles.

8. L'ouverture économique et la stabilisation macroéconomique ont libéré les potentialités et permis une plus grande croissance, mais cette ouverture n'est pas encore parvenue à un stade suffisamment avancé. Sans stabilité macroéconomique, l'accumulation du capital restera faible ; sans une plus forte intégration dans le marché mondial, les PMA ne seront pas exposés à la concurrence et les transferts de technologie et de capitaux feront défaut, à tout le moins seront très faibles. La politique économique nationale peut, grâce à des mesures ciblées, compenser les difficultés structurelles comme la faible dotation en matières premières, le coût élevé des transports, la forte croissance démographique, le taux de maladie très élevé et la faible espérance de vie sous les tropiques. L'Afrique peut se sortir de la stagnation (SNF) et du piège de la pauvreté si, par ce changement d'orientation, elle augmente ses taux d'investissement, surtout les investissements privés, et si elle améliore la formation de sa population, ses infrastructures et son système social.

9. Une donnée essentielle du sous-développement reste la très grande inégalité des revenus et des richesses qui, d'après toutes les estimations, va augmenter durant les prochaines années en raison des migrations campagne-ville. Cela accroît le risque de troubles politiques et donc de risques économiques. Les inégalités peuvent être réduites à condition de garantir les droits de propriété, de rendre sûres les institutions, de permettre l'accès au crédit et de donner une plus grande marge de manoeuvre à la politique.

Le constat est sans appel : l'Afrique est tombée dans le piège de la pauvreté. Dans les sociétés africaines contemporaines prédomine une structure sociale qui, organisée sur la base du clientélisme, se révèle être un frein à l'augmentation de l'épargne, aux investissements et à la hausse de la productivité. Davantage d'aide au développement ne peut rendre possible aucune impulsion décisive de la croissance, de quelque nature qu'elle soit. Ce sont des changements préalables, tant politiques qu'économiques, qui

sont nécessaires pour résoudre les distorsions et les blocages actuels, afin de rendre possibles, sur cette base, de véritables transformations socio-économiques. De tels processus sont inexistant dans la quasi-totalité des PMA, pour lesquels tout optimisme concernant la croissance semble donc devoir être écarté.

Robert Kappel

Professeur à l'Université de Leipzig

(1) Voir WOHLMUTH, Karl (1999), "Die Grundlagen des neuen Wachstumsoptimismus in Afrika", R. Kappel (Hrsg.), *Afrikas Wirtschaftsperspektiven*, Institut für Afrika-Kunde, Hamburg, p. 47-72. MKANDAWIRE, Thandika et SOLUDO, Charles C. (1999), *Our continent, our future*, Africa World Press, Trenton, N.J., Asmara, Ottawa, Dakar. BARDHAN, Pranab (1998), "The contributions of endogenous growth theory to the analysis of development problems : An assessment", Fabrizio Coricelli, Massimo di Matteo et Frank Hahn, (ed.), *New theories in growth and development*, MacMillan, Houndmills, Basingstoke, New York, p. 97-110.

(2) BLOOM, David E. et SACHS, Jeffrey (1998), "Geography, demography and economic growth in Africa", in *Brookings Papers on Economic Activity*, No. 2, p. 207-273.

3) HALL, Robert E. et JONES, Charles I. (1999), "Why do some countries produce so much more production per worker than others ?", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 114, p. 83-116.

4) GUNDLACH, Erich et MATUS-VELASCO, Xiemna (1999), *Labor productivity in different climatic zones*, Kiel Institute of World Economics, Kiel.

5) EASTERLY, William et LEVINE, Ross (1997), "Africa's growth tragedy", *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 62, p. 1203-1250.

6) Voir en particulier VAN DE WALLE, Nicolas (1994), "Neopatrimonialism and democracy in Africa", Jennifer Widner (ed.), *Economic change and political liberalisation in sub-Saharan Africa*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, London, p. 129-157.

7) GOLDSMITH, Arthur A. (1999), "Africa's overgrown state reconsidered. Bureaucracy and economic growth", *World Politics*, Vol. 51, p. 520-546.

8) HOEFFLER, Anke E. (2000), "The augmented Solow model and the African growth debate", ULPA (University of Leipzig Papers on Africa). *Politics and Economics*, No. 43, Leipzig.

9) LANGHAMMER, Rolf J. (1996), "Wirtschaftsreformen in Afrika : Getragen von der Gunst der

Geber ?" *Zeitschrift für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften*, Vol. 116, S. 119-144.

10) LIEDHOLM, Carl et MEAD, Donald C. (1999), *Small enterprises and economic development. The dynamics of micro and small enterprises*, MacMillan, London, New York.

11) Voir notamment McCORMICK, Dorothy (1999), "African enterprise cluster and industrialization : Theory and reality", *World Development*, Vol. 27, p. 1531-1591.

12) BAYART, Jean-François, ELLIS, Stephen et HIBOU, Béatrice (1997), *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Ed. Complexe, Bruxelles.

13) FUJITA, Masahisa, KRUGMAN, Paul et VENABLES, Anthony J. (1999), *The spatial economy. Cities, regions, and international trade*, MIT-Press, Cambridge, Mass. et London.

14) LIPTON, Michael (1977), *Why poor people stay poor*, Temple Smith, London.

15) AGHION, Philippe, CAROLI, Eve et GARCIA-PENALOSA, Cecilia (1999), "Inequality and economic growth : The perspective of the new growth theory", *Journal of Economic Literature*, Vol. 37, p. 1615-1660.

16) DEININGER, Klaus et SQUIRE, Lyn (1996), "A new data set measuring income inequality", *The World Bank Economic Review*, Vol. 19, p. 565-591.

17) COLLIER, Paul et GUNNING, Jan Willem (1999b), "Explaining African economic result", *Journal of Economic Literature*, 37, 1999, p. 64-111.

18) A cela s'ajoutent des coûts de transactions et de transports élevés dus à la situation continentale de l'Etat. Ces facteurs handicapent le développement ougandais, tout autant que le manque de formation de la population. En outre, le régime néopatrimonial n'est, de façon évidente, plus en mesure d'entreprendre des réorientations en terme de politique économique. L'Ouganda, dans de telles conditions, ne pourra pas accomplir de processus de rattrapage et restera durablement un PMA. Il en va de même pour d'autres pays comme par exemple la Côte d'Ivoire.

19) BARDHAN, Pranab (2000), "Understanding underdevelopment : Challenges for institutional economics from the point of view of poor countries", *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, Vol. 156, p. 216-244.

20) ELBADAWI, Ibrahim A. (1999), "Can Africa export manufactures ? The role of endowment, exchange rates and transaction costs", *World Bank Policy Research Working Papers*, WPS 2120, Washington, D.C.